

LES MÉDIATS DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL

L'équilibre et la régulation s'imposent à la pratique

« Rôle et fonction des partis politiques et des médias dans les processus électoraux ». C'était le thème des « Regards croisés entre politique et médias » qu'organise, annuellement, la Fondation Konrad Adenauer, en partenariat avec le Cesti et l'Agence de presse sénégalaise.

La campagne électorale est un moment d'intense bouillonnement politique. L'activité politique s'accompagne à ce moment d'un traitement médiatique à la dimension de l'évènement. Les médias ont ainsi, comme les partis politiques, une posture à adopter lors de cette période qui précède les joutes électorales.

Si les formations politiques cherchent à atteindre le public pour faire passer leurs messages, il s'agit pour les médias de bien couvrir ces événements, dans la plus grande responsabilité et dans un traitement équilibré pour tous les candidats.

« En période électorale, un organe de presse a l'obligation d'être équitable pour tous les hommes politiques engagés. C'est pourquoi, il est institué pour les médias du service public de l'audiovisuel un système de quotas de temps pour chaque candidat. Un organe de régulation est chargé de veiller à la bonne marche de ces dispositions », affirme Issa Sall, directeur de « Nouvel Horizon ». Il dénonce le fait que cet organe de régulation, qui s'appelle aujourd'hui le Conseil national de régulation de l'audiovisuel, ne fait connaître ses prérogatives que lors des campagnes électorales.

Il appelle à une vraie régulation des activités de médias et même à agir sur la nomination du directeur général de la Rts, comme il se fait en France pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Il a estimé dans sa communication qu'il appartient aux médias de s'organiser au niveau de leurs différentes rédactions pour la couverture de la campagne électorale.

En dehors de la régulation exercée par l'organe habilité pour le faire, M. Sall préconise aussi pour la couverture médiatique de la campagne électorale à l'endroit des journalistes de se fonder sur leur propre déontologie et éthique pour être plus juste. En quelque sorte, il faudrait une auto-régulation en dehors même du contrôle exercé sur la pratique journalistique.

Mame Less Camara, journaliste et directeur de Envi Fm, est revenu sur l'expérience de la campagne de 2000 et l'important rôle des médias dans la sécurisation du processus électoral. Ce dispositif lors de la campagne sera-t-il reconductible pour la prochaine campagne électorale, se demande M. Camara ? Une question à laquelle il est difficile de répondre, compte tenu de la complexité de la nouvelle donne, avec la prolifération

des radios, surtout celles dites communautaires. Venu présider la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Information, porte-parole du gouvernement, Dr Bacar Dia, a réitéré l'engagement du gouvernement à accompagner les médias sénégalais en direction des prochaines consultations électorales, insistant sur le lien à faire entre jeu démocratique et préservation de la paix.

En première partie de ce séminaire, les partis politiques, notamment le Pr Madiou Diouf (Rnd) et le député Pds Babacar Gaye, se sont exprimés sur leur rôle dans la préparation et le suivi des élections.



OUMAR NDIAYE

Le ministre Bacar Dia a insisté sur une pratique du jeu démocratique. (Photo: Abdoulaye Mbodj).

le soleil

<http://www.lesoleil.sn>

MERCREDI 22 NOVEMBRE 2006 N° 10946 • 36^{ème} ANNÉE • 200 F.CFA • MALI 300 F.CFA • ISSN 0850/0703

REGARDS CROISÉS SUR LA PÉRIODE ÉLECTORALE

Partis politiques et journalistes arment la réflexion

«Regards croisés entre politique et médias: Le rôle des partis politiques et des médias en période électorale», c'est à cet exercice que se sont livrés, hier, journalistes et hommes politiques, aussi bien de l'opposition que du pouvoir. Il s'est agi, à travers un séminaire organisé, conjointement, par le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cesti), l'Agence de presse sénégalaise (Aps) et la Fondation Konrad Adenauer (Fkad), de situer la responsabilité de chaque acteur du jeu électoral, afin que les échéances de 2007 puissent se dérouler dans un climat, réellement, apaisé.

L'on ne peut pas parler d'une bonne santé de la démocratie sans les paramètres que sont le multipartisme et la liberté de la presse. Un peu pour dire que les partis politiques et les médias sont les principaux viviers de la démocratie. Mais, il se trouve que dans leur rôle, partis politiques et médias provoquent des situations générant facilement de l'inquiétude, surtout en période électorale. C'est pour prendre le devant que le Cesti, l'Aps et la Fondation Konrad Adenauer (Fkad) ont organisé, hier, un séminaire autour du thème «Regards croisés entre politique et médias: Rôle et fonctions des partis politiques et des médias dans des processus électoraux». En présidant la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Information, Bacar Dia a fait savoir que la réflexion s'inscrit dans les préoccupations du gouvernement. S'agissant du rôle des médias, il a posé la question de savoir si le rôle du journaliste est d'ouvrir les yeux aux citoyens pour les permettre d'opérer ses choix? Est-ce le journaliste qui influe le candidat ou inversement? Jusqu'où le journaliste devra être capable de différencier sa position, son option fondamentale de vote en tant que citoyen, qui a un penchant pour un candidat, et la nécessité d'une équidistance entre les candidats. Ce qui pousse à dire «qu'il ya interaction dialectique entre le candidat et le journaliste qui l'accompagne». De même, répondant à une question relative à la gestion des médias d'Etat, Bacar Dia a estimé que la puissance publique c'est l'ensemble des citoyens sénégalais. En ce sens que, précise-t-il «la notion de médias d'Etat renvoie aux régimes de pensée unique, aux régimes de dictature». Il s'agit, dans ce cas, explique-t-il, «des médias de service public. Vu sous

cet angle, mêmes les organes de presse privée sont des médias de service public». Encore, poursuit le ministre, «qu'il existe un organe de régulation et de contrôle de l'audiovisuel qui est une structure autonome et qui aura en charge d'organiser, de préparer les partis politiques et les médias du service public et privé vers des élections. A sa suite et, tour à tour, Mamadou Koumé, directeur général de l'Aps, Issa Sall, directeur de publication de «Nouvel Horizon», Mame Less Camara, correspondant de la BBC s'accordent à dire que le travail du journaliste est d'informer, tout en respectant l'éthique et la déontologie. Cependant, M. Camara n'a pas manqué d'évoquer la confusion qui règne dans l'espace public entre les radios privées commerciales et les radios communautaires. Et compte tenu, du rôle de dissuasion et l'acheminement des résultats, joué par ces radios privées en 2000, c'est un dispositif qu'il faut conduire pour les élections de 2007. A condition de faire une mise à niveau des reporters. Dans cet exercice de regards croisés, il a été également question «des responsabilités des partis politiques. Ainsi, avec des yeux d'opposant, le Pr Madior Diouf du Rnd a souligné le rôle des partis politiques, singulièrement de l'opposition, est de contrôler tout le processus électoral. A cet effet, d'ailleurs, il n'a pas manqué de dénoncer les manquements imputables au processus électoral et les décisions unilatérales, sources de suspensions, quant à la fiabilité du fichier électoral. Tandis que le Député Babacar Gaye (de la majorité) a insisté sur la nécessaire formation des militants des partis politiques afin de combattre l'incivisme, la violence, discrimination sur toutes ses formes....

Abdou TIMERA



22 - nw

REGARDS CROISES ENTRE POLITIQUE ET MEDIAS

Les médias en tant qu'instrument indispensable de la démocratisation, sont un point focal dans l'engagement de la Fondation Konrad Adenauer (FKA) au Sénégal. C'est dans cette perspective que la FKA coopère avec l'APS (Agence de Presse Sénégalaise) et avec le CESTI (Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information) de l'Université Cheikh Anta Diop. Avec l'APS, elle organise des séminaires et formation de journalistes. La coopération avec le CESTI est surtout connue à travers la publication des cahiers de l'Alternance.

Un colloque portant sur le thème : « Regards croisés entre la politique et les médias » a été organisé hier 21 novembre dans un hôtel de la place. C'était en présence du Ministre de l'Information, S.E.M. Bacar Dia, de Mme Bocandé, représentante du Docteur Karsten Dummel, représentant résident de FKA, de Mme Eugène Aw, Directrice CESTI, M. Mamadou Koumé, directeur général APS, des conférenciers, Professeur Madior Diouf du RND, M. Babacar Gaye, député PDS, mais également des participants.

Des allocutions ont été prononcées par M. Bacar Dia, ministre de l'Information, le Directeur du CESTI, le Directeur de l'APS, et Mme

Bocandé.

Le rôle des partis politiques dans la préparation et le suivi des élections, du point de vue de l'opposition selon le Professeur Madior Diouf, est la conception et la proposition de voies de progrès dans l'évolution du système électoral. Il ajoute, qu'il faut lutter contre les modifications arbitraires des règles du jeu à moins de six mois des élections : c'est faire appliquer le protocole de la CDEAO signé par le Sénégal le 21 février 2001. Egalement, il s'agit de faire respecter le calendrier républicain des élections. Lorsque les gens ne se parlent pas, il y a le doute, la suspicion et la méfiance. Encore, faut-il noter l'utilité de préserver la légalité et l'éthique en tant qu'elles dénotent toutes les deux le niveau de responsabilité et de maturité des partis en compétition. Par ailleurs, la popularité des radios est à cerner comme le signal d'un potentiel de dérives dans la mesure où le niveau de réceptivité de celles-ci est très important auprès des populations. Dans cet ordre d'idées, tous les responsables politiques sont convenus de la nécessité de s'engager à respecter les résultats. Enfin, il est ressorti de cette rencontre que toute candidature doit être soutenue par un parti politique.

• Ndèye Wade

<http://www.ilestmidi.net>

SENEGAL-AUDIOVISUEL

🕒 21/11/2006 19:19 GMT

Issa Sall : "le DG de la RTS devrait être nommé suivant le modèle français"

Dakar, 21 nov (APS) - Le directeur de publication de l'hebdomadaire "Nouvel Horizon", Issa Sall, a souhaité que le directeur général de la Radiotélévision sénégalaise (RTS) soit nommé non plus selon "l'humeur" d'une autorité, mais suivant le modèle en œuvre dans des pays comme la France où c'est au Conseil supérieur de l'audiovisuel que revient cette charge.

Cinq directeurs généraux ont été nommés à la RTS depuis 2000. "C'est excessif et cela n'a pas changé fondamentalement", a estimé M. Sall à l'ouverture d'un séminaire consacré à l'activité des rapports entre la politique et les médias en période électorale, mardi à Dakar.

Ouverte mardi à Dakar, la rencontre a été initiée par la Fondation Konrad Adenauer, en relation avec le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CÉSTI) et l'Agence de presse sénégalaise (APS).

Dans un contexte médiatique fait de "régime de liberté quasi-totale" s'agissant notamment de la création d'organes de presse, il a déploré que les organes de régulations des médias ne semblent être créés que pour "superviser la campagne électorale".

Issa Sall, qui introduisait une communication sur le thème "Rôle et fonctions" des médias en période électorale, a recommandé aux médias de s'organiser au niveau de leurs différentes rédactions pour la couverture de la campagne électorale.

Il a estimé qu'il est du "devoir" de chaque organe, public ou privé, de couvrir les différentes activités menées par les partis politiques dans ce cadre : meetings, déclarations.

BK/CTN

SENEGAL-POLITIQUE-MEDIATS-PROPOSITIONS

21/11/2006 21:05 GMT

Plaidoyer pour le renforcement et la réorganisation des organes de régulation des élections

Dakar, 21 nov (APS) - Le renforcement et la réorganisation des organes de régulation des élections figurent parmi les nombreuses recommandations faites, mardi à Dakar, par les participants à un séminaire qui s'est tenu sur le thème : "Rôle et fonctions des partis politiques et des médiats dans les processus électoraux".

Cette manifestation s'est tenue dans le cadre des "Regards croisés entre politique et médiats" organisés par la Fondation Konrad Adenauer en collaboration avec le Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) et l'Agence de presse sénégalaise (APS).

Dans le cadre de la "couverture médiatique et la régulation des médiats", il s'agit ainsi de réorganiser et de renforcer la Commission électorale nationale autonome (CENA) et le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA), selon les participants.

Parmi ces recommandations qui seront transmises aux autorités, dont le ministère de l'Information, et aux rédactions figurent notamment le renforcement des capacités des journalistes et des techniciens de la communication par le biais de la formation ainsi que la mise à leur disposition de moyens leur permettant de faire adéquatement leur travail.

A cet effet, il a été demandé aux entreprises de presse de "mettre les journalistes dans les meilleures conditions de travail". Un appui aux entreprises de presse qui respectent la loi a été également formulé.

Concernant les médiats toujours, le séminaire a recommandé le renforcement de l'autorégulation médiatique, le respect de l'équilibre dans le traitement de l'information dans les médias publics, la mise à la disposition des journalistes d'une valise d'équipement à la fin de leur formation.

Les participants ont également souligné la nécessité d'une bonne maîtrise du système électoral, qui doit être de qualité, par tous les acteurs, y compris les citoyens, et préconisé le renforcement des moyens juridiques et matériels des organes de contrôles des élections, ainsi que l'évaluation périodique du système électoral par une bonne exploitation des rapports des organes de régulations (CENA et CNRA).

Le respect du calendrier électoral et la date des élections, le respect des règles du jeu démocratique en période électorale en application du protocole de la CEDEAO, ont été aussi au nombre des recommandations formulées par le séminaire.

S'y ajoutent, la prise en charge par l'Etat des représentants des partis politiques dans les commissions électorales par l'inscription d'une ligne de crédit dans le budget du ministère de l'Intérieur, le respect des recommandations de l'Union africaine (UA) sur la représentation des femmes dans les institutions avec au moins 30 % des élus.

Une proposition d'étude pour l'organisation d'un scrutin majoritaire uninominal à deux tours par circonscriptions électorales a été également faite.

Dans le cadre de la "concertation politique", les recommandations suivantes ont été formulées : une revue périodique du système électoral, le respect d'un code de conduite par les partis politiques, la profession de foi par les candidats pour le respect des résultats électoraux et une concertation sur tous les problèmes qui touchent au système électoral.

OID/BK

SENEGAL-POLITIQUE-TEXTES

21/11/2006 18:46 GMT

La majorité actuelle n'a pas le monopole des changements du Code électoral, selon Babacar Gaye

Dakar, 21 nov (APS) - Le député libéral Babacar Gaye a contesté, mardi à Dakar, l'idée selon laquelle la majorité actuelle détiendrait le monopole des changements apportés au Code électoral à la veille des élections, rappelant que 20 modifications de ce texte sont intervenues de 1999 au 7 février 2000.

1992 marque en effet l'année où le premier code électoral sénégalais consensuel a été élaboré, en réaction aux fréquentes contestations des résultats des élections, et au sortir notamment des troubles post-électorales de 1988.

En comparaison, seules cinq nouvelles modifications ont été effectuées depuis, a précisé M. Gaye, 3^{ème} vice-président de l'Assemblée nationale, intervenant à l'ouverture d'un séminaire consacré à l'activité des rapports entre la politique et les médias en période électorale.

Ouverte mardi à Dakar, cette rencontre a été initiée par la Fondation Konrad Adenauer, en relation avec le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) et l'Agence de presse sénégalaise (APS).

Puisque la démocratie est "une quête permanente, nous devons être fiers de nos acquis", a estimé M. Gaye qui introduisait une communication sur le thème : "Le rôle des partis politiques dans la préparation et le suivi des élections, le point de vue de la mouvance présidentielle".

Par ailleurs, le Parti démocratique sénégalais (PDS, au pouvoir) n'est pas favorable au financement des partis politiques, du fait de leur "prolifération", a-t-il souligné. Il a demandé que des "contraintes" soient préalablement établies avant toute perspective de financement.

"Il serait trop facile de poser le débat" du financement des partis politiques "sans penser à un seuil au-dessus duquel il n'est pas tout à fait correct de financer des partis politiques", a-t-il indiqué.

BK/CTN

SENEGAL-PRESSE

21/11/2006 20:06 GMT

Les médias font de plus en plus dans le "people", regrette Mame Less Camara

Dakar, 21 nov (APS) - Le journaliste Mame Less Camara a déploré, mardi à Dakar, la tendance des médias sénégalais à faire de plus en plus dans le "people", une posture médiatique importée qui contribue à décrédibiliser le discours politique en particulier.

Jusqu'ici, le discours politique était recouvert d'"une certaine honorabilité", a-t-il fait observer à l'ouverture d'un séminaire consacré aux rapports entre la politique et les médias en période électorale.

Mais de plus en plus, avec la course au scoop des radios, il faut "séduire à tout prix" et "disséquer fil par fil la taille des mailles" du pagne, a-t-il dit, en référence à l'irruption de plus en plus remarquée du privé dans l'information politique servie par les médias.

Cette tendance constitue "un danger", même si elle "a cours ailleurs", a-t-il ajouté, estimant qu'elle laisse prospérer non plus un discours "critique", mais fait plutôt dans la raillerie, la destruction et la décrédibilisation.

"Il y a une perte de signification à distinguer" par exemple les radios communautaires des radios commerciales, du fait d'une certaine tendance à l'uniformisation en œuvre dans ces médias, a-t-il estimé.

S'exprimant sur le fait que des hommes politiques sont à la base de la prolifération de radios privées, le journaliste s'est demandé si ces stations ne seraient pas des "dispositifs de riposte pour contrer ce qui a pu se passer en 2000", allusion au rôle joué par les radios dans ces élections qui ont porté au pouvoir l'actuelle majorité.

Ou alors, serait-ce "un dispositif de préposition pour jouer ce même rôle-là mais en l'inversant" au bénéfice d'hommes politiques propriétaires de ces stations en question, s'est-il interrogé.

"Un média est une plateforme d'amplification" qui contribue à rendre très bon ce qui est bon et très mal ce qui est mal", a prévenu le journaliste, ancien directeur d'Envi FM et correspondant à Dakar de la BBC.

BK

SUB 23-11-06

2

Actualité

PROCESSUS ELECTORAL

Jeu de ping-pong entre l'opposition et le pouvoir

La Fondation Konrad Adenauer en collaboration avec le Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (Cesti) et l'Agence de Presse Sénégalaise (Aps), a organisé avant-hier, mardi, une rencontre consacrée à l'activité des rapports entre la politique et les médias en période électorale. A l'occasion, le député libéral Babacar Gaye a révélé que la majorité actuelle ne détient pas le monopole des changements du code électoral, un avis que l'opposition est loin de partager.

L'idée selon laquelle la majorité actuelle détient le monopole des changements apportés au Code électoral à la veille des élections a été balayée d'un revers de main par Babacar Gaye, député membre du groupe libéral, ce mardi à Dakar. Monsieur Gaye qui intervenait lors du séminaire organisé par la Fondation Konrad Adenauer en partenariat avec le Cesti et l'Aps, a ajouté qu'"une vingtaine de modifications de ce texte sont intervenues de 1999 au 7 février 2000". Il a ensuite rappelé qu'en réaction aux fréquentes contestations des résultats des élections et au sortir des troubles post électoraux de 1988, le code électoral sénégalais a été élaboré en 1992. Depuis cette période, selon Babacar Gaye, seules cinq nouvelles modifications ont été effectuées.

Dans les propos qu'il a tenus lors de son intervention sur le rôle des partis politiques dans la préparation et le suivi des élections, le point de vue de la mouvance présidentielle, le troisième vice - président de l'Assemblée nationale a révélé que « les sénégalais doivent être fiers des acquis réalisés dans la quête de démocratie dans le pays ». Continuant sa communication, le député libéral a confirmé la position de son parti sur le financement des partis politiques. Selon lui, « le Parti démocratique sénégalais (Pds) n'est pas favorable au financement des partis politiques, du fait de leur prolifération. » Il a demandé ensuite que des contraintes soient préalablement établies avant toute perspective de financement. Des propos qui n'ont pas laissé l'opposition indiffé-



rente. Contrairement à son camarade du Pds le professeur Madiou Diouf, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (Rnd), a plaidé, en marge de la même rencontre pour que le personnel des partis politiques engagé dans le processus électoral puisse être pris en charge par une ligne de crédit votée pour le compte du budget du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Selon lui, « Il est plus responsable de dépenser

des deniers publics de cette façon que d'entretenir une Cena (Commission électorale nationale autonome) dont l'efficacité est "décriée de façon aussi insistante" que maintenant ». Il a aussi préconisé que le ministère de l'Intérieur soit chargé de la conduite du processus électoral, comme dans les démocraties dites avancées. Rappelant la situation qui a prévalu avant l'élaboration du Code électoral consensuel par les acteurs

politiques en 1992, il a dit qu'en pratique, plus qu'en théorie, « le pouvoir d'Etat était au service du parti au pouvoir ». Poursuivant dans ses propos, le secrétaire général du Rnd a ajouté que les partis de l'opposition ont un devoir de vigilance pour imposer que les consultations se tiennent à date échu et combattre les modifications autoritaires des règles du jeu, en référence au couplage, des élections, la prorogation du mandat des députés et la suppression du quart bloquant à l'élection présidentielle.

Pour rappel, cette disposition constitutionnelle dont la suppression a été récemment votée par les députés, stipule qu'un candidat ne peut être élu au premier tour de la présidentielle s'il n'a pas bénéficié de la majorité absolue des suffrages équivalant au quart, au moins, des électeurs inscrits.

Revenant sur les organes réglementaires en charge de la supervision des élections, il a estimé que le fonctionnement de l'Observatoire national des élections (One) a été bloqué par le manque de moyens financiers et la non-exploitation de ses rapports.

Bakary COULIBALY (Stagiaire)



Comprendre le système électoral et l'organisation matérielle des élections, connaître le rôle des institutions qui participent à la gestion du système électoral et les différentes étapes du processus électoral. A ces préalables, définis par les participants au séminaire sur le thème : «Rôle et fonction des partis politiques et des médias dans des processus électoraux» - tenu hier -, il faut ajouter la création dans le budget du ministère de l'intérieur des lignes de crédit pour une prise en charge des

Aider à poser le débat entre les professionnels de la communication et les hommes politiques, c'est le sens des échanges développés hier sous l'égide de la Fondation Konrad Adenauer, le Cesti et l'Aps. Et le but visé par les acteurs reste unique, à savoir favoriser une campagne apaisée et des élections libres et transparentes.

Acteurs politiques et journalistes définissent les contours d'une démocratie apaisée

partis politiques par l'Etat sur des bases objectives. Mais également il faudrait veiller au respect du calendrier républicain et des recommandations de l'Union africaine dans la représentation des femmes sur les listes électorales. Il s'agit notamment d'offrir un taux minimum de 30 % aux femmes dans les places d'éligibilité à l'Assemblée nationale et d'en faire une condition de recevabilité des listes.

Cet atelier, initié par la Fondation Konrad Adenauer, le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cesti) et l'Agence de presse sénégalaise (Aps), a aussi permis d'insister sur la nécessité de renforcer les moyens juridiques et financiers des organes de contrôle, à savoir le Cnra et la Cna. Suivant le même esprit,

les professionnels de la communication et autres acteurs politiques recommandent aux entreprises de presse de mettre leurs reporters dans les meilleures conditions possibles. Et aux médias publics de veiller à l'équilibre du traitement de l'information politique. Aussi, il importe de former, de conscientiser et surtout de responsabiliser les acteurs de la presse. Mais au-delà, il faudrait penser à renforcer l'autorégulation, les capacités des techniciens de la communication et la protection physique, matérielle et sociale des journalistes.

Les échanges auront par ailleurs permis de se prononcer sur la nécessité d'instaurer une concertation politique permanente. A travers notamment, souligne le Pr Madior Diouf du

Fnd, «des revues périodiques du système électoral». Les partis politiques doivent également s'engager à respecter un code de conduite, élaboré par la société civile. Et que les candidats fassent des professions de foi par rapport aux résultats des élections. Avec la tenue de ce séminaire, note la représentante de la Fondation Adenauer, Mme Uté Bocandé, il s'agit d'aider à communiquer, à poser le débat et à favoriser des partenariats entre les différents acteurs du champ politique et des médias. Pour le député du Pds, Babacar Gaye, il appartient à la presse de prendre du recul par rapport au jeu politique et de peser de toute son influence pour arbitrer les acteurs qui devront savoir raison garder.

Mb. NGOM

MAME LESS CAMARA, JOURNALISTE Les médias font de plus en plus dans le «people»

Le journaliste Mame Less Camara a déploré, mardi à Dakar, la tendance des médias sénégalais à faire de plus en plus dans le «people», une posture médiatique importée qui contribue à décredibiliser le discours politique en particulier. «Jusqu'ici», le discours politique était recouvert d'une «certaine honorabilité», a-t-il fait observer à l'ouverture d'un séminaire consacré aux rapports entre la politique et les médias en période électorale.

Mais de plus en plus, avec la course au scoop des radios, il faut «sécuriser à tout prix» et «disséquer fil par fil la taille des mailles» du pagnon, a-t-il dit, en référence à l'irruption de plus en plus remarquée du privé dans l'information politique servie par les médias.

Cette tendance constitue un «danger», même si elle «a cours ailleurs», a-t-il ajouté, estimant qu'elle laisse prospérer non plus un plus discours «critique», mais fait plutôt dans la raillerie, la destruction et la décredibilisation. «Il y a une perte de signification à distinguer» par exemple les radios, communautaires des radios commerciales, du fait d'une certaine tendance à l'uniformisation en œuvre dans ces médias, a-t-il estimé.

S'exprimant sur le fait que des hommes politiques sont à la base de la prolifération de radios privées, le journaliste s'est demandé si ces stations ne seraient pas des «dispositifs de poste pour contrer ce qui a pu se passer en 2000», allusion au rôle joué par les radios dans ces élections qui ont porté au pouvoir l'actuelle majorité. Ou alors, serait-ce «un dispositif de préposition pour jouer ce même rôle-là mais en l'inversant» au bénéfice d'hommes politiques propriétaires de ces stations en question, s'est-il interrogé. «Un média est une plate-forme d'amplification» qui contribue à rendre très bon ce qui est bon et très mal ce qui est mal, a prévenu le journaliste, ancien directeur d'Envi FM et correspondant à Dakar de la Bbc. (Aps)

Walfadjri

22/11/06

PROCESSUS ELECTORAL

Hommes politiques et journalistes définissent leurs rôles

«Des partis responsables à côté de médias responsables, ne pouvaient engendrer qu'une société à citoyens responsables». Ce point de vue d'un participant au séminaire tenu avant-hier au Cesti donne une idée de la quintessence du débat entre hommes politiques et de médias autour du thème : «Rôle et fonction des partis politiques et des médias dans des processus électoraux».

Réunis à l'hôtel Savana, hommes politiques et des médias ont planché sur le thème : «Rôle et fonction des partis politiques et des médias dans des processus électoraux». Madame Bocandé représentante de la Fondation Konrad Adenauer a souligné que les citoyens apprennent la démocratie à partir des partis politiques et que les médias les aident à se mouvoir dans cet espace démocratique. Et elle a retenu que «des partis responsables, à côté de médias responsables, ne pouvaient engendrer qu'une société à citoyens responsables». Le journaliste Mame Less Camara a constaté pour sa part que, «les médias ont joué un rôle de dissuasion». Il a rappelé qu'ils prévennent en temps réel de ce qui se passe sur le terrain électoral. M. Camara s'est cependant posé ces questions à propos des radios : «Qui sont derrière les radios qui prolifèrent ? Quel rôle ces stations veulent jouer dans les élections ?»

a, pour sa part déploré le fait que les «Hauts conseils de l'audiovisuel» ne sont devenus que des «Hauts conseils des élections». En ce sens qu'ils disparaissent presque en période «mortes».

Dérapages

Mamadou Koumè de l'Aps a fait remarquer que l'avènement de la Bande Fm au Sénégal, et le rôle que celle-ci a joué lors des dernières élections a contribué à casser le monopole de la presse d'Etat. C'est ensuite qu'il a parlé du pouvoir que peut exercer les médias dans l'orientation des options des citoyens. Ainsi, il a convoqué des études dans ce sens faites en 1960 aux Usa. Il a retenu de celles-ci que les médias, contrairement à ce que l'on pense, cristallisent des choix déjà faits, mais influence peu ceux-ci. Il se demandera si vraiment les médias pouvaient déterminer des choix, comment donc l'alternance a pu survenir en 2000 au Sénégal, malgré le monopole du Ps sur la Tv par exemple ?

La directrice du Cesti quant à elle s'est posée un certain nombre de questions. Parmi celles-ci, quelle est la distance que les médias doivent garder entre eux et les politiques ? Eugénie Aw a constaté que dans leurs relations, les médias ont parfois fabriqué «un traître» en «héros». Elle a aussi mis l'accent sur le travail que les instituts doivent poursuivre dans la formation de leurs étudiants, pour éviter les dérapages. A l'en croire, l'Etat doit mettre sur pied des mécanismes qui aident à éloigner la médiocrité dans le

champ médiatique.

Au delà de la propagande politique...

Madior Diouf, leader du Rassemblement national démocratique, une formation de l'opposition, a expliqué que de tous les temps, les partis ont joué un rôle de veille, d'alerte, et de contrôle des processus électoraux. Il a convoqué l'histoire pour dire qu'en 1992, dans leur lutte, les partis de l'opposition ont obtenu entre autres choses, «d'abord le dialogue démocratique, le code électoral consensuel, et ensuite l'Onel». Pour dire que les partis arrivent souvent à dépasser leur travail de propagande et de collecte des suffrages. Cependant, le professeur a déploré que dans leur combat, il manque aux partis de l'opposition, les moyens. Pour exemple, il a cité le cas de leur représentant dans les bureaux de vote qui ne sont pas pris en charge. Babacar Gaye du Parti démocratique sénégalais (Pds) a souligné que «la démocratie est une quête permanente». Ainsi, soulignant le rôle important des médias, il ironise en disant : «Vous comprendrez pourquoi certains partis ne comptent que sur les médias». Il expliquera que «la loi fondamentale dit que les médias concourent à l'expression des suffrages». Pour ce qui est du rôle des partis politiques, il dira que «ce sont des auxiliaires légaux à côté de l'administration». En ce sens que les partis sont au début et la fin du processus électoral. Cependant, il a rappelé aussi la lourde responsabilité qu'elles ont à propos de la formation de leurs militants.

ABDOU GILBERT NIASSY



Mame Less Camara journaliste

SÉNÉGAL

Les médias font de plus en plus dans le «people», regrette Mame Less Camara

APS - Le journaliste Mame Less Camara a déploré, mardi à Dakar, la tendance des médias sénégalais à faire de plus en plus dans le "people", une posture médiatique importée qui contribue à décrédibiliser le discours politique en particulier. "Jusqu'ici", le discours politique était recouvert d'une "certaine honorabilité", a-t-il fait observer à l'ouverture d'un séminaire consacré aux rapports entre la politique et les médias en période électorale. Mais de plus en plus, avec la course au scoop des radios, il faut "séduire à tout prix" et "disséquer fil par fil la taille des mailles" du pagne, a-t-il dit, en référence à l'irruption de plus en plus remarquée du privé dans l'information politique servie par les médias.

Cette tendance constitue un "danger", même si elle "a cours ailleurs", a-t-il ajouté, estimant qu'elle laisse prospérer non plus un discours "critique", mais fait plutôt dans la raillerie, la destruction et la décrédibilisation. "Il y a

une perte de signification à distinguer" par exemple les radios communautaires des radios commerciales, du fait d'une certaine tendance à l'uniformisation en œuvre dans ces médias, a-t-il estimé. S'exprimant sur le fait que des hommes politiques sont à la base de la prolifération de radios privées, le journaliste s'est demandé si ces stations ne seraient pas des "dispositifs de riposte pour contrer ce qui a pu se passer en 2000", allusion au rôle joué par les radios dans ces élections qui ont porté au pouvoir l'actuel majorité.

Ou alors, serait-ce "un dispositif de préposition pour jouer ce même rôle-là mais en l'inversant" au bénéfice d'hommes politiques propriétaires de ces stations en question, s'est-il interrogé.

"Un média est une plateforme d'amplification" qui contribue à rendre très bon ce qui est bon et très mal ce qui est mal, a prévenu le journaliste, ancien directeur d'Envi FM et correspondant à Dakar de la BBC.

Le Matin 22-11-06

SENEGAL-MEDIAS-TENDANCE

21/11/2006 20:43 GMT

Issa Sall dénonce "la tendance à la déresponsabilisation" dans les médias sénégalais

Dakar, 21 nov (APS) - Une posture de "déresponsabilisation" est en œuvre dans les médias sénégalais, a analysé, mardi à Dakar, le directeur de publication de l'hebdomadaire "Nouvel Horizon", Issa Sall, qui a appelé les journalistes à ne "plus accepter d'être les porte-plumes" d'hommes politiques.

"C'est bien courageux d'être derrière une page qui n'est pas signée", a-t-il dit à l'ouverture d'un séminaire consacré aux rapports entre la politique et les médias en période électorale.

Tant que les articles parus dans la presse ne comporteront pas de signature, "on aura pas une presse responsable", a estimé le journaliste qui introduisait une communication sur le rôle et la fonction des médias en période électorale.

"Tant qu'on aura ces pages-là, il y aura des dérives dans la presse sénégalaise" et plus on multipliera cette forme de presse, moins on s'en sortira, a pronostiqué le directeur de publication de "Nouvel Horizon".

Il a par ailleurs déploré que des personnes, journalistes notamment, soient subventionnées au Sénégal. "On ne subventionne pas des individus, on subventionne des créateurs de richesses", a-t-il souligné sur ce point.

Estimant que les jeux sont "faussés dès le départ", Issa Sall a averti : "on aura la presse qu'on mérite, on n'aura pas une autre presse".

BK

SENEGAL-POLITIQUE-MEDIATS

21/11/2006 17:27 GMT

Ouverture d'un séminaire sur les prochaines élections

Dakar, 21 nov (APS) - L'activité politique et la pratique journalistique en période électorale ont été au menu d'un séminaire, ouvert mardi à Dakar, à l'initiative de la Fondation Konrad Adenauer, du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) et de l'Agence de presse sénégalaise (APS).

La rencontre axée sur : "Regards croisés entre politiques et médias", en rapport avec le rôle et la fonction des médias dans les processus électoraux, a été ouverte par le ministre de l'Information.

Le Dr Bacar Dia a réitéré l'engagement de son engagement à accompagner les médias sénégalais en direction des prochaines consultations électorales, insistant sur le lien à faire entre jeu démocratique et préservation de la paix "qui, en définitive, doit primer sur tout".

Les élections présidentielle et législatives sont officiellement prévues le 25 février 2007.

Pour sa part, le directeur de l'APS, Mamadou Koumé, a recommandé "une très grande prudence" s'agissant de l'analyse de l'influence des médias dans les comportements électoraux des citoyens.

En partant de l'exemple des élections sénégalaises de février et mars 2000, il a indiqué que ces consultations ont consacré "l'adaptabilité de la radio à nos réalités locales", notamment par la rapidité et l'usage des langues locales.

Par contre, la presse écrite a eu "peu d'influence" sur ces élections, eu égard à l'analphabétisme de la majorité des Sénégalais et au faible tirage des journaux dont il a évalué la moyenne à environ 5.000 exemplaires.

La directrice du CESTI, Eugénie Rokhaya Aw, a souhaité une démultiplication des débats concernant les rapports avec les médias et la politique, à travers notamment "une pédagogie active et ouverte" sur "les grandes problématiques".

"L'esprit démocratique est en œuvre au Sénégal", a estimé Mme Aw, jugeant "indispensable" que la citoyenneté et la démocratie soient vécues "au jour le jour par chacun et chacune".

BK/CTN

SENEGAL-POLITIQUE-PROPOSITION



🕒 21/11/2006 18:12 GMT

Gestion processus électoral : Madior Diouf plaide pour un financement des partis

Dakar, 21 nov (APS) - Le professeur Madior Diouf, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND, opposition), a plaidé, mardi à Dakar, pour que le personnel des partis politiques engagé dans le processus électoral puisse être pris en charge par une ligne de crédit votée pour le compte du budget du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Il est "plus responsable" de dépenser des deniers publics de cette façon que d'entretenir une CENA (Commission électorale nationale autonome) dont l'efficacité est "décriée de façon aussi insistante" que maintenant, a-t-il dit à l'ouverture d'un séminaire consacré à l'activité les rapports entre la politique et les médias en période électorale.

Ouverte mardi à Dakar, la rencontre a été initiée par la Fondation Konrad Adenauer, en relation avec le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) et de l'Agence de presse sénégalaise (APS).

"Il est plus économique et plus souhaitable" que le ministère de l'Intérieur soit chargé de la conduite du processus électoral, comme dans les démocraties dits avancées.

Mais, cette perspective est impossible au Sénégal notamment du fait d'un manque de culture démocratique, selon M. Diouf qui prononçait une communication sur le thème : "le rôle des partis politiques dans la préparation et le suivi des élections, le point de vue de l'opposition".

Rappelant la situation qui a prévalu avant l'élaboration du Code électoral consensuel par les acteurs politiques en 1992, il a dit qu'en pratique, plus qu'en théorie, le pouvoir d'Etat était au service du parti au pouvoir.

De sorte qu'à partir de 1993, le rôle des partis politiques a été "de plus en plus actif" dans "la conception et la proposition de voies de progrès" à travers le Code électoral, a indiqué le secrétaire général du RND.

Les partis de l'opposition ont "un devoir de vigilance" pour imposer que les consultations se tiennent à date échu et "combattre les modification autoritaires des règles du jeu", a-t-il déclaré, en référence au couplage des élections, la prorogation du mandat des députés et la suppression du "quart bloquant" à l'élection présidentielle.

Cette disposition constitutionnelle dont la suppression a été récemment votée par les députés stipule qu'un candidat ne peut être élu au premier tour de la présidentielle s'il n'a pas bénéficié de la majorité absolue des suffrages équivalant au quart au moins des électeurs inscrits.

Revenant sur les organes réglementaires en charge de la supervision des élections, il a estimé que le fonctionnement de l'Observatoire nationale des élections (ONEL) a été bloqué par le manque de moyens financiers et la non exploitation de ses rapports, alors que la Commission électorale nationale autonome, "a plus de pouvoirs inscrits dans la loi, mais elle aura déçu par son inefficacité".

BK/CTN

gement de son département à accompagner les médias sénégalais en direction des prochaines consultations électorales, insistant sur le lien à faire entre jeu démocratique et préservation de la paix « qui, en définitive, doit primer sur tout ». Les élections présidentielle et législatives sont officiellement prévues le 25 février 2007. Pour sa part, le directeur de l'APS, Mamadou Koumé, a recommandé « une très grande prudence » s'agissant de l'analyse de l'influence des médias dans les comportements électoraux des citoyens. En partant de l'exemple des élections sénégalaises de février et mars 2000, il a indiqué que ces consultations ont consacré "l'adaptabilité de la radio à nos réalités locales", notamment par la rapidité et l'usage des langues locales.

Un séminaire sur les prochaines élections (bis)

Par contre, la presse écrite a eu « peu d'influence » sur ces élections, eu égard à l'analphabétisme de la majorité des Sénégalais et au faible tirage des journaux dont il a évalué la moyenne à environ 5.000 exemplaires. La directrice du CESTI, Eugénie Rokhaya Aw, a souhaité une démultiplication des débats concernant les rapports avec les médias et la politique, à travers notamment « une pédagogie active et ouverte » sur « les grandes problématiques ». « L'esprit démocratique est en œuvre au Sénégal », a estimé Mme Aw, jugeant « indispensable » que la citoyenneté et la démocratie soient vécues « au jour le jour par chacun et chacune ».

Madior Diouf plaide pour un financement des partis

Le Pr Madior Diouf, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (Rnd), a

plaidé, hier à Dakar, pour que le personnel des partis politiques engagé dans le processus électoral puisse être pris en charge par une ligne de crédit votée pour le compte du budget du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Il est « plus responsable » de dépenser des deniers publics de cette façon, que d'entretenir une Cena (Commission électorale nationale autonome) dont l'efficacité est « décriée de façon aussi insistante » que maintenant, a-t-il dit à l'ouverture d'un séminaire consacré aux rapports entre la politique et les médias en période électorale. Ouverte hier à Dakar, la rencontre a été initiée par la Fondation Konrad Adenauer, en relation avec le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) et de l'Agence de presse sénégalaise (APS). « Il est plus économique et plus souhaitable » que le ministère de l'Intérieur soit chargé de la conduite du processus électoral, comme dans les démocraties dites avancées.

Madior Diouf (bis)

Mais, selon le Pr Diouf, cette perspective est impossible au Sénégal notamment du fait d'un manque de culture démocratique, selon M. Diouf qui prononçait une communication sur le thème : « le rôle des partis politiques dans la préparation et le suivi des élections, le point de vue de l'opposition ». Rappelant la situation qui a prévalu avant l'élaboration du Code électoral consensuel par les acteurs politiques en 1992, il a dit qu'en pratique, plus qu'en théorie, le pouvoir d'Etat était au service du parti au pouvoir. De sorte qu'à partir de 1993, le rôle des partis politiques a été « de plus en plus actif » dans « la conception et la proposition de voles de progrès » à travers le Code électoral, a indiqué le secrétaire général du

Rnd. Revenant sur les organes réglementaires en charge de la supervision des élections, il a estimé que le fonctionnement de l'Observatoire nationale des élections (Onel) a été bloqué par le manque de moyens financiers et la non exploitation de ses rapports, alors que la Commission électorale nationale autonome, « a plus de pouvoirs inscrits dans la loi, mais elle aura déçu par son inefficacité ».

Un séminaire sur les prochaines élections

L'activité politique et la pratique journalistique en période électorale ont été au menu d'un séminaire, ouvert hier à Dakar, à l'initiative de la Fondation Konrad Adenauer, du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) et de l'Agence de presse sénégalaise (APS). La rencontre axée sur : « Regards croisés entre politiques et médias », en rapport avec le rôle et la fonction des médias dans les processus électoraux, a été ouverte par le ministre de l'Information. Le Dr Bacar Dia a réitéré l'enga-